

Éditorial

D'« Observer le travail » aux « Budgets participatifs en Europe », en passant par « Travail et genre », le CSU présente des ouvrages bilans sociologiques et politiques de questions très contemporaines et montre ainsi sa diversité ; il présente également des synthèses des savoirs, comme celles que signent ou actualisent Baptiste Coulmont, Cécile Cuny et Françoise Battagliola.

Les thèses récemment soutenues viennent encore étoffer la variété de nos apports : de la comparaison ethnographique des débats télévisés en France et en Grande-Bretagne à la sociohistoire du déclin de salariés diplômés à la FNAC ou au panorama sociologique de l'action associative au Maroc. Ce pays est aussi l'occasion d'une analyse des conflits politiques autour de l'eau, tandis que l'Europe est le cadre d'une réflexion sur la « commune solidaire », concept d'« orientation » qui articule participation et pouvoir.

La double appartenance disciplinaire du CSU, à la sociologie et à la science politique, va s'enrichir du fait de l'arrivée de deux psychosociologues, spécialistes des rapports sociaux de sexe, qui viennent alimenter la pluridisciplinarité constitutive des recherches sur le genre, telles que nous les concevons.

Parmi les nouveaux projets en cours, cette *Lettre* présente une nouvelle sociologie des pré-noms qui adjoint à la question déjà

balisée de leur diffusion, celles de leur usage quotidien comme termes d'adresse ou des interactions dont ils sont l'objet.

Cette *Lettre CSU* est la dernière de l'UMR 7112 qui achève son second quadriennal ce 31 décembre. Le CSU deviendra alors l'une des deux composantes du nouveau CRESPPA, Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris, UMR du CNRS et de l'université Paris 8. Cette nouvelle UMR naît du rapprochement, demandé par nos deux tutelles, du GTM (Genre, Travail, Mobilités) et du CSU. Cette association, néanmoins, ne signifie pas, pour le collectif de travail que nous constituons, qu'il n'a plus rien à dire dans ses contours et modes de fonctionnement actuels. Notre très bonne évaluation, par l'AERES et le Comité national, nous conforte dans ce sens. Nous devons peut-être rappeler leurs engagements à nos tutelles qui, au moment du montage du CRESPPA, nous ont assurés d'une réelle liberté d'organisation interne au sein de cette nouvelle UMR.

Il y a peu, le représentant d'une de ces tutelles ponctuait sa réponse de qu'il pensait être un constat définitif : « De toutes façons, à partir du 1^{er} janvier 2009, le CSU n'existe plus ». C'est tellement loin de notre réalité !

Anne-Marie Devreux

Sommaire

Du côté des doctorants.....	p. 2
Du côté des chercheurs.....	p. 4
Actualités scientifiques.....	p. 5
Thèses soutenues.....	p. 5
Recherches en cours.....	p. 8
Séminaire 2008-2009.....	p. 9
Sélection bibliographique.....	p. 10

Directrice de la publication :

Anne-Marie Devreux

Comité de rédaction :

Françoise Battagliola, Angelo Bertoni, Carmen Calandra

Secrétaire de rédaction :

Danielle Muller

Réalisation :

Camilla Torsoli

DU CÔTÉ DES DOCTORANTS

Cinq nouvelles doctorantes

Jenny Arriaza Inostroza

Après un master à l'EHESS en « Santé, population et politiques sociales », où elle a travaillé sur les familles dites « homoparentales », plus précisément sur les familles formées par des femmes, **Jenny Arriaza**, qui est inscrite à l'université de Paris 8, rejoint le CSU pour la préparation de la thèse qu'elle commence sous la direction de Margaret Maruani.

Son sujet traite de la situation des femmes immigrantes latino-américaines sur le marché du travail espagnol.

Ce travail se situe donc à la croisée de trois axes de recherche en sociologie : le genre, le travail et les migrations. Jenny Arriaza mènera une enquête de terrain, indispensable pour approfondir la compréhension du sujet, à Madrid, au cours du premier semestre 2009.

Ornela Mato

Ornela Mato est doctorante au CSU depuis le printemps 2008. Elle est inscrite à l'université de Paris 8 et travaille, depuis 2005, à la préparation d'une thèse sous la direction de Michel Joubert. Sa recherche porte sur la représentation des sourds par les professionnels - eux-mêmes entendants - de la surdité ainsi que sur la façon dont ces derniers se positionnent par rapport à la cause des sourds, et l'influencent. Ce travail se situe au croisement de deux axes sociologiques : celui de la santé et celui des groupes professionnels.

Ornela Mato est titulaire d'un DEA de sociologie, déjà sous la direction de Michel Joubert et à l'université de Paris 8, obtenu en 2005 avec un mémoire sur « Vivre avec un stigmaté ; épreuves et modalités de gestion chez les sourds et les personnes de petite taille ».

Au cours de l'année universitaire 2007-2008, Ornela Mato a été chargée du cours « Initiation à la recherche en sciences sociales » à l'IUT René Descartes, auprès d'élèves assistants sociaux et d'animateurs.

Iris Ursula Moundaka

Après un DEA en psychologie, **Iris Ursula Moundaka** prépare actuellement une thèse de sociologie, sous la direction de Gail Pheterson, sur les obstacles à l'avortement sécurisé en Afrique centrale, dans laquelle elle élaborera une méthodologie pour l'étude des réseaux d'acteurs impliqués dans les pratiques d'avortement.

Une étude comparative comprenant trois zones urbaines du Gabon, du Cameroun et de la Guinée équatoriale permettra de mettre au jour l'implication des professionnels de santé, les pratiques, le contexte des soins et les stratégies des femmes pour interrompre leurs grossesses, avec ou sans aide médicale. L'avortement fait partie intégrante des méthodes utilisées par les femmes pour contrôler leur fertilité dans des contextes législatifs, culturels, sociaux et médicaux divers, allant des plus libéraux aux plus restrictifs. Afin de mieux comprendre les dynamiques psychosociologique et psychopolitique de cette pratique, l'étude d'Iris Ursula Moundaka mettra l'accent, d'une part, sur les sanctions sociales, religieuses et juridiques frappant les praticiens et les femmes contraintes de recourir aux services de soin et, d'autre part, sur les interactions entre prestataires de soins et patientes.

Chia Hua Tsou

Chia Hua Tsou, diplômée en sociologie à l'université de Soochow (Taiwan) en juillet 2006, a ensuite travaillé au Centre de Recherche pour les Sciences Humaines et Sociales de l'Academia Sinica   Taipei, en qualité d'assistante de recherche. Chia Hua Tsou prépare actuellement une thèse de sociologie à l'université de Paris 8 sous la direction de Susanna Magri, portant sur « L'espace de loisir dans les développements urbains et les dynamiques de population : une étude de cas, Taipei ».

  partir de l'analyse du processus d'urbanisation et de recomposition urbaine à Taipei, depuis la période de domination coloniale japonaise, son travail de thèse se propose de mettre au jour les relations de pouvoir à l'œuvre dans ce processus et de

comprendre, dans l'usage qui est fait des espaces de loisir, le rôle d'intermédiaire joué par les politiques nationales. S'appuyant sur l'idée que les pratiques de loisir ne peuvent être séparées du contexte dans lequel se déroule la vie quotidienne, Chia Hua Tsou explore également comment le loisir et l'espace sont produits et modelés par les institutions, l'idéologie et les structures sociales.

Mona Zegaï

Mona Zegaï prépare actuellement une thèse de sociologie sur « la performativité des discours sexués sur les jouets et ses effets sur la socialisation de genre », sous la direction d'Anne-Marie Devreux et de François Leimdorfer (Laboratoire Printemps - université de Versailles-Saint-Quentin).

Cette recherche se situe dans la continuité du travail mené en master sous la direction de Jacqueline Heinen (Printemps - UVSQ), en affine l'objet autour du discours et en systématise les observations. Elle porte ainsi plus particulièrement sur les discours écrits et oraux associés aux jouets au travers notamment des catalogues, des magasins et des interactions familiales. Afin de mettre au jour les catégories associées aux genres masculin et féminin, ce travail mobilise des techniques lexicométriques encore peu utilisées en sociologie.

Mona Zegaï est chargée de cours en sociologie, psychologie et méthodologie du travail social en BTS Économie Sociale et Familiale depuis 2007 et assure régulièrement des travaux dirigés à l'université de Versailles-Saint-Quentin (travail et genre, théories sociologiques, sociologie des professions, construction d'enquêtes...).

Elle vient d'obtenir l'une des deux bourses doctorales annuelles de la CNAF.

Journée d'études doctorales << Obstacles et modes de résolution dans la recherche en sciences sociales >>, CNRS-Site Pouchet, 12 juin 2008

Le travail de recherche en sciences sociales présente de nombreux écueils auxquels les jeunes chercheurs se trouvent confrontés avec d'autant plus d'acuité qu'ils sont encore peu expérimentés. En guise de clôture de l'atelier doctorants de 2007-2008, les doctorant-e-s du CSU ont organisé une journée d'études sur ce thème. La participation à cette journée a été élargie à des doctorant-e-s d'autres laboratoires, tels que le GTM (Genre, Travail, Mobilités) et le CMH (Centre Maurice Halbwachs).

Le thème choisi s'est décliné selon deux axes : un premier portant sur l'accès aux sources et sur le traitement des données (interventions d'**Isa Aldeghi**, **Margarita Gonzales**, **Carmen Calandra**) et le deuxième portant sur la relation des jeunes chercheurs au terrain (interventions de **Gaël Villeneuve**, **Nicolas Divert**, **Élise Requilé**, **Marjolaine Roger**). Un site de la journée d'études, où il est possible de trouver les résumés des communications, a été créé à cette occasion <http://journeecsus.blogspot.com>

Atelier doctorant-e-s

Les activités de l'atelier doctorants du CSU, coordonné par **Carmen Calandra** et **Élise Requilé**, se poursuivent pour l'année 2008-2009. Les séances, à raison d'une par mois, seront organisées selon deux modalités : sous forme d'exposés individuels portant sur la définition « problématisée » de l'objet de recherche, et sous forme de séances collectives, où deux ou trois doctorants se partageront l'espace de discussion.

Une séance individuelle est d'ores et déjà prévue pour le 21 janvier 2009 : **Chia Hua Tsou**, nouvellement arrivée au CSU, présentera le projet de thèse qu'elle commence sous la direction de Susanna Magri. Des séances collectives portant sur les méthodologies et les savoir-faire développés par les doctorants au cours de la préparation de leur thèse sont également envisagées. Les thèmes fédérateurs qui ont été identifiés sont : le travail d'archives, l'usage de la cartographie et l'approche prosopographique.

DU CÔTÉ DES CHERCHEURS

L'équipe de recherche du CSU se renforce...

Gail Pheterson

Après des études doctorales à l'université de Californie, puis un poste d'enseignante-chercheuse en psychologie à l'université d'Utrecht, **Gail Pheterson** est depuis 1997 maître de conférences à l'université de Picardie Jules Verne. Au cours d'une délégation à l'université de Porto Rico, elle a effectué des recherches en sociologie de la santé reproductive aux Caraïbes, qui s'inscrivaient dans le champ plus vaste de son HDR soutenue en 2005 : « Rapports sociaux de pouvoir et fonctionnement psychique : études socio-cliniques et interculturelles de préjugés, stigmates et processus de changement ». Elle a progressivement élaboré une critique épistémologique qui recadre les problématiques psychologiques, tant théoriques que méthodologiques, et montre la nécessité d'étudier l'impact des rapports sociaux de pouvoir sur le psychisme et d'analyser la fonction idéologique du parti pris a-historique et a-politique des interprétations psychologisantes des dynamiques sociales.

S'intéressant à l'intériorisation et l'institutionnalisation des normes sociales dans des contextes historiques et culturels particuliers, elle s'est centrée sur la régulation de la prostitution et de la reproduction en tant que prisme des rapports sociaux de sexe. Cf. *Le Prisme de la Prostitution* (L'Harmattan, 2001) ainsi que « Grossesse et prostitution : les femmes sous la tutelle de l'État » (*Raisons Politiques*, 2003) et, en collaboration avec Yamila Azize, « Avortement sécurisé hors-la-loi dans le Nord-Est des Caraïbes » (*Sociétés Contemporaines*, 2006). Parmi ses projets en cours : une étude épistémologique sur les définitions de la « santé » appliquées aux femmes désignées comme hors-la-loi ou hors norme et la constitution d'une équipe en vue d'un travail de terrain sur l'avortement en Afrique centrale.

Patricia Mercader

Professeure à l'université de Lyon 2, **Patricia Mercader** s'associe aujourd'hui au CSU où ses recherches, qui concernent le genre et tout ce qui s'y rapporte, pourront tout naturellement s'insérer dans l'axe « sociologie du genre », déjà bien développé au CSU. Elle travaille les questions de l'identité masculine ou féminine, des relations amoureuses et de la division sexuelle du travail, en situant sa réflexion au carrefour de leurs déterminants psychiques et sociaux.

Titulaire d'un doctorat en psychologie (« Le paradoxe transsexuel », à l'université Lumière Lyon 2, sous la direction de Jacques Hochmann, en 1990), Patricia Mercader a soutenu une HDR en 2007, dans cette même université, intitulée « Figures de Tirésias : le sexe, l'aveuglement, la pensée ». On peut prendre connaissance de ses publications à l'adresse : <http://recherche.univ-lyon2.fr/greps/spip.php?article19>

Maud Simonet

Chargée de recherches à l'IDHE (CNRS, Paris 10), **Maud Simonet** entretient par ailleurs des liens de travail étroits avec ses collègues du CSU. Depuis plusieurs années, elle codirige avec Susanna Magri le cycle de formation « Pratiques de la Sociologie » du site Pouchet. Dans le cadre de cette formation, elle co-anime, avec Delphine Naudier, un séminaire sur l'engagement du sociologue qui constitue la base d'une publication collective à laquelle contribuent notamment Anne-Marie Devreux et Bernard Pudal. Ses recherches, menées en France et aux États-Unis, proposent d'inscrire l'analyse de la pratique bénévole dans la sociologie du travail, de mettre en lumière ce que le travail bénévole nous dit du travail en général, du salariat en particulier, et de leurs évolutions.

Elle mène actuellement une recherche avec John Krinsky (City University of New York) sur les causes et les conséquences des transformations de la main d'œuvre chargée de l'entretien des parcs de la ville de New York, main d'œuvre aujourd'hui composée de salariés municipaux, d'employés associatifs, de participants aux programmes de *workfare* et de bénévoles (individuels, associatifs et d'entreprise).

ACTUALITÉS SCIENTIFIQUES

Soutenances de thèse

Vincent Chabault a soutenu sa thèse pour le doctorat de sociologie à l'EHESS, sous la direction d'Olivier Schwartz, le 26 novembre 2008. << **Un déclassement négocié. La FNAC : histoire d'entreprise, trajectoires socioprofessionnelles et pratiques de travail des générations d'employé(e)s** >>

Depuis les années 1990, l'insertion professionnelle des jeunes se caractérise par l'amplification du décalage entre le niveau de formation des individus et celui requis pour l'emploi occupé. Face à ce constat, cette recherche doctorale saisit ce problème sociologique à travers le cas d'une entreprise, la FNAC, et ses employés. Le cas du personnel de cet acteur de la distribution culturelle est singulier à bien des égards, et c'est précisément l'intérêt du projet que de chercher à tirer parti de cette singularité.

La FNAC constitue un terrain particulièrement favorable pour étudier les trajectoires professionnelles de plusieurs générations d'employés, et pour analyser les évolutions du déclassement. Ancrée dans l'histoire des origines et des développements du grand commerce, l'histoire de la FNAC enseigne d'une part, que, parmi toutes ses caractéristiques, le recours à des salariés surdiplômés est une constante de la politique de l'entreprise. D'autre part, la vocation culturelle de cette enseigne, les stratégies visant à maintenir son image de marque, mais également les acquis sociaux hérités des conflits des années 1970, offrent aux salariés des opportunités de compenser le déclassement. En fonction de la génération à laquelle ils appartiennent et du contexte économique de l'entreprise, de quelle façon les vendeurs réussissent-ils à s'adapter à leur situation et à s'approprier un emploi qui reste malgré tout synonyme de relégation ? Telle est la question principale à laquelle répond cette thèse à partir d'une analyse des carrières dans l'emploi, des conduites au travail, et des formes d'engagement syndical et d'action collective. En étudiant les conditions de l'identification au poste de deux générations d'employés, cette enquête, qui mobilise les apports de la sociologie du travail et de l'entreprise, s'intéresse à une catégorie émergente de la société contemporaine : celle rassemblant des individus dont la position

socio-économique ne les assimile pas aux classes moyennes, et dont les ressources scolaires et culturelles les séparent nettement des classes populaires.

Éric Cheynis a soutenu sa thèse pour le doctorat de sciences sociales à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, discipline sociologie, sous la direction de Michel Offerlé, le 3 décembre 2008. << **L'espace des transformations de l'action associative au Maroc. Réforme de l'action publique, investissements militants et légitimation internationale** >>

À l'encontre des approches théoriques qui font du phénomène associatif marocain l'indicateur d'une « transition », cette thèse analyse de manière empirique la production de l'action associative depuis le début des années 1990. À partir d'entretiens auprès des différents acteurs qui participent à la définition des formes légitimes de l'action (membres d'associations, employés d'institutions internationales, agents de l'administration marocaine, membres d'ONG étrangères, etc.), elle restitue la dynamique sociale de l'espace au sein duquel se joue l'invention de pratiques et de discours nouveaux.

Elle traite d'une réforme de l'action publique et des processus de catégorisation et d'imposition d'un modèle d'association caractérisé par une rationalité de type économique. L'attention portée à l'homogénéisation des pratiques n'occulte pas pour autant les réappropriations différenciées dont font l'objet les codes et les standards légitimes au niveau international. La recherche montre que ces derniers constituent des ressources mobilisées dans le cadre de stratégies d'internationalisation liées à des luttes au niveau national.

La reconstitution des itinéraires d'entrée en associatif permet d'analyser les raisons construites par les acteurs en les rapportant à leurs trajectoires et aux contextes dans lesquels elles s'inscrivent. L'étude des processus de reconversion des agents met en évidence ce qui, dans leurs expériences politiques et professionnelles passées, permet de comprendre leur intérêt à s'emparer d'une nouvelle offre d'engagement. Par ailleurs, le terrain des associations marocaines confirme le lien entre professionnalisation des activités militantes et sélection sociale.

Carsten Herzberg a soutenu sa thèse pour le doctorat de science politique à l'université de Potsdam, sous la direction de Heinz Kleger et Yves Sintomer, le 19 décembre 2008. << **Le Budget participatif en Europe - Les communes européennes sur le chemin de la 'Solidarkommune' ?** >>

La thèse rédigée dans le cadre d'une cotutelle entre l'université de Potsdam et l'université de Paris 8 porte sur la commune solidaire (*Solidarkommune*) et examine les réponses que les villes et les communes d'Europe apportent à la mondialisation. Plus exactement, elle analyse dans quelle mesure la participation des citoyens peut constituer un instrument susceptible d'aider le système politique et administratif local à mieux relever les défis de la mondialisation. Une première hypothèse est qu'il faut à cet effet adopter une démarche d'action multidimensionnelle. Une seconde hypothèse consiste à soumettre au débat un nouveau concept d'orientation (*Leitbild*) baptisé commune solidaire. Au premier abord, ce concept repose sur l'articulation d'une modernisation orientée vers les citoyens, de la justice sociale et de la responsabilité écologique, processus qui se réalisent au moyen de la participation et dont la finalité est de délester le système politique et administratif local.

Les quatre parties du travail examinent successivement dans quelle mesure cet objectif serait réalisable et quelles en seraient les conditions. Le résultat est, en conclusion, une définition globale du nouveau concept d'orientation, qui propose non seulement un cadre théorique mais aussi les principes d'une participation efficace. Au terme de l'analyse, la commune solidaire est non seulement définie comme un concept d'orientation multithématique, mais aussi comme un projet qui articule la participation avec la question du pouvoir. La commune solidaire vise à instaurer un quatrième pouvoir, c'est-à-dire une participation institutionnalisée à même de rectifier le cours de la démocratie représentative. Les préalables impératifs sont non seulement une bonne qualité de délibération et un transfert des compétences décisionnelles, mais aussi un minimum d'activité indépendante de la société civile et une autonomie. Au-delà d'un débat sur les concepts d'orientation, le travail peut s'entendre comme une analyse critique de la recherche sur la participation telle qu'elle est actuellement pratiquée en Allemagne.

Annabelle Houdret a soutenu sa thèse pour le doctorat de science politique à l'université de Paris 8 et de Duisburg-Essen (Allemagne), cotutelle sous la direction d'Yves Sintomer et Jochen Hippler, le 18 décembre 2008. << **Les conflits autour de l'eau au Maroc: origines sociopolitiques et écologiques et possibilités d'une transformation des conflits** >>.

L'objectif essentiel de ce travail est de comprendre, à l'exemple du Maroc, comment différents facteurs politiques, sociaux, économiques influencent l'émergence et le déroulement des conflits autour de l'eau. Sur la base d'une évaluation de trois approches théoriques existantes (la sécurité environnementale, les théories de la gestion des biens communs et la recherche sur les conflits), une approche d'analyse propre à la problématique des conflits autour de l'eau au sein des États est développée.

Après une analyse des dimensions sécuritaires de la pénurie de la ressource, les défis majeurs pour la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord sont identifiés. Une analyse des structures politiques et socio-économiques du Maroc, permet d'identifier à leur tour de potentielles causes structurelles de conflits dans ce pays. L'étude de cas dans la zone du Souss permet ensuite d'analyser, à l'aide d'un travail de terrain extensif, l'impact des processus écologiques et socio-économiques sur l'émergence des conflits d'eau. La recherche démontre qu'un profond décrochement entre petites et grandes exploitations agricoles a eu lieu dans les dix dernières années, et s'aggrave encore aujourd'hui. Cela fait apparaître qu'un projet de partenariat public-privé pour l'irrigation accentue ces processus et contribue à l'émergence de conflits autour de l'eau. Cependant, le succès de différents types de médiateurs intervenant dans ces conflits est aussi évalué.

Les résultats obtenus permettent d'analyser les tendances majeures concernant la valeur politique de l'allocation de l'eau au Maroc ainsi que les changements dans les relations entre la société marocaine, le gouvernement et la maison royale. Enfin, les possibilités de transformation et de prévention des conflits autour de l'eau par le recours à la coopération, au développement et aux politiques nationales sont présentées.

Christian Trotzier a soutenu sa thèse pour le doctorat de sociologie à l'université de Paris 8, sous la direction de Margaret Maruani, le 10 octobre 2008. << **L'avenir inégal. Trajectoires de femmes et d'hommes après un licenciement collectif** >>

La recherche s'intéresse au devenir de 258 ouvrier-ère-s et employées licencié-e-s pour motif économique au début des années 1980 par les directions de deux entreprises d'une vallée des Vosges alsaciennes. Leurs trajectoires sont étudiées de manière rétrospective durant une vingtaine d'années sur la base d'entretiens réalisés en face-à-face ou par téléphone. Elle a pour objectif de produire, à partir de l'observation, un ensemble d'hypothèses relatives à l'emploi des salarié-e-s licencié-e-s et du salariat d'exécution en général, dans le cadre d'une analyse en termes de genre et de rapports de classes.

Le licenciement est un choc qui plonge de nombreux licenciés dans le désarroi. Le capital scolaire pèse sur les trajectoires des hommes et des femmes. Celles des anciennes ouvrières sont en outre très sensibles aux caractéristiques sociodémographiques, déterminantes dans le retrait, définitif ou temporaire, de l'activité professionnelle, mais aussi dans la nouvelle orientation professionnelle : employées de service à domicile, agentes des services hospitaliers, assistantes maternelles, par exemple, n'ont pas tout à fait les mêmes profils sociologiques. Les trajectoires masculines, indépendantes des événements de la vie familiale et des contraintes du travail domestique, sont, en revanche, liées à l'âge, à la situation matrimoniale. Les parcours post-licenciement subissent les transformations qui ont marqué le salariat depuis la fin des années 1970 : une majorité de salarié-e-s licencié-e-s est entrée dans des processus d'atomisation et de déclassement, une forte minorité a connu une instabilité professionnelle sur une longue période. Chez les hommes, celle-ci va parfois de pair avec le développement de la vulnérabilité.

Les licenciements collectifs sont facteurs de destruction des individus, des carrières et des forces sociales. Ils portent des coups sévères au monde ouvrier.

Gaël Villeneuve a soutenu sa thèse pour le doctorat de science politique à l'université de Paris 8, sous la direction d'Yves Sintomer et Philippe Marlière, le 28 novembre 2008. << **Faire parler le public : une ethnographie comparée des débats politiques à la télévision** >>

La démarche de Gaël Villeneuve éprouve l'hypothèse selon laquelle les « discussions publiques médiatisées » mettent en scène des émotions que les personnes invitées à débattre suscitent et jouent, instaurant ainsi un lien de familiarité entre le spectateur et le fait politique débattu. Les émissions *Le Grand Jury-RTL*, *Mots Croisés*, les pages « Débats » du *Monde* et l'émission britannique *Question Time* ont été choisies pour terrain d'étude. Après une réflexion théorique sur ses principales démarches de « terrain » : l'ethnographie des coulisses des débats et l'analyse du sens du discours et des interactions sur le plateau, la recherche brosse un rappel historique, nourri de sources secondaires, liant une histoire des débats français à une histoire des débats anglais.

Cette mise en perspective amène à décrire l'organisation actuelle de ces débats, tels qu'ils ont pu être suivis au cours de l'observation ethnographique : une première section décrit « l'organisation des rencontres » - comment les salariés des débats accueillent leurs invités - tandis que l'autre relate le « déroulement des interactions » dont le chercheur a été témoin : comment les participants externes sont accueillis, comment ils évoluent dans ces débats.

Le travail se termine par une interprétation des discours tenus sur les trois terrains français. L'attention est portée sur la manière dont sont grandis les intervenants des débats sur les émeutes de novembre 2005, et sur le sens des échanges qui y ont lieu. L'ensemble de ces réflexions amènent à la conclusion que les débats politiques dans les médias travaillent à construire un espace d'échange entre fidélité aux enjeux politiques et exigence de plaire.

Parmi les recherches en cours

Baptiste Coulmont, « Sociologie des prénoms »

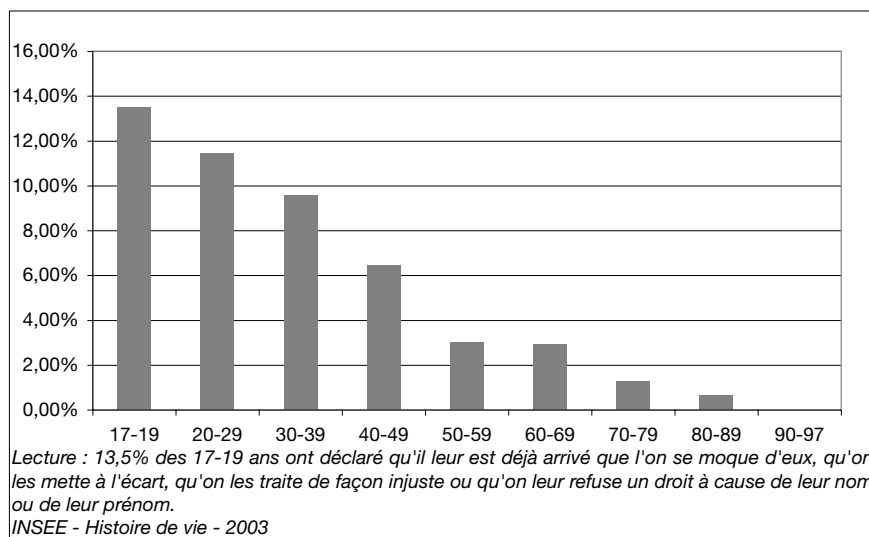
Les usages sociaux des prénoms (et les usages qu'en font les sociologues) ont fourni pendant plusieurs années à Baptiste Coulmont le fil directeur d'un cours d'introduction à la sociologie. Récemment, un projet de « Repères » sur la « sociologie des prénoms » a été accepté par les éditions La Découverte. Alors qu'une foule d'études ont été publiées depuis une trentaine d'années sur le sujet, il n'existe en effet aucun ouvrage de synthèse en français.

Le point de départ est « agnostique » et « impérialiste ». Impérialiste : Baptiste Coulmont met sous la bannière de la sociologie des disciplines connexes comme l'histoire, l'anthropologie, l'économie qui ont étudié les prénoms, ou s'en sont servi comme « indicateur » (de la discrimination, des changements dans la parenté, voire de l'opinion publique...). Agnostique sur le plan de la méthode : statistiques étatiques, entretiens, ethnographie, enquêtes par questionnaires, archives... ont été utilisés, il s'agit ici de les faire dialoguer.

Les usages quotidiens du prénom ont été quelque peu négligés par les sociologues. Les processus conjugaux de choix du prénom des enfants n'ont pas - semble-t-il - fait l'objet de travaux spécifiques. Les usages du prénom comme terme d'adresse dans la famille (par exemple dans les familles recomposées) ou au travail (qui appelle-t-on par son prénom ?) sont moins bien connus que la diffusion socialement différenciée des prénoms.

Sur ces usages quotidiens, un exemple peut être donné. En 2003, dans le cadre de l'enquête « Histoire de vie », l'INSEE a demandé : « Est-il déjà arrivé que l'on se moque de vous, que l'on vous mette à l'écart, que l'on vous traite de façon injuste ou que l'on vous refuse un droit à cause de votre nom ou votre prénom ? »

Les réponses positives varient fortement avec l'âge : les plus jeunes des personnes interrogées semblent les plus sensibles.



Mais a-t-on affaire à un effet d'âge, les souvenirs des petites moqueries disparaissant avec l'âge ? Ou à un effet de génération : se moque-t-on aujourd'hui plus du prénom (par exemple dans le milieu professionnel ou étudiant) qu'auparavant, notamment parce que le prénom serait plus utilisé ?

Quelques notes de recherche sont publiées au fil de ce travail : <http://coulmont.com/prenoms/> (sans accent sur « prénoms »)

<< LE MONDE SOCIAL PAR LE BAS ? >>**Séminaire 2008-2009 du CSU****organisé par Delphine Naudier et Éric Soriano**

Le séminaire est ouvert à toutes et tous, sans aucune formalité.
Sauf exception, il a lieu le mardi, de 10 h à 12 h 30, 59 rue Pouchet - 75017 PARIS

Le séminaire de cette année, dans la continuité des séances proposées en 2007-2008, est centré sur une question de méthode : comment et pourquoi travailler le monde social par le bas ?

La grande majorité des travaux menés au CSU pose le postulat d'une réflexion sur le phénomène de la domination : appréhender un objet de travail au travers de la distribution inégale des ressources au sein d'une société et rendre compte de la pluralité des rapports que les individus entretiennent à cet objet. L'introduction d'une réflexion sur les « classes sociales », la question de la domination masculine, les rapports sociaux au travail, la représentation politique des classes populaires... sont autant de contextes et de questionnements récents à partir desquels notre « regard » sur le social se constitue.

Parler « du bas » nécessite en premier lieu d'en définir les contours. La définition n'est pas ici l'exercice le plus facile, confrontée à la pluralité des « classes populaires », la diversité des contextes de domination et des échelles d'analyse possible, le développement des problématiques en termes de majoritaires/minoritaires, les modes de construction des relations de subordination et leurs variations. Comment parler du bas sans renverser la perspective, comment négocier avec la « neutralité axiologique », comment justifier la valeur heuristique de ce point de vue de connaissance située ? Parler du bas et situer la connaissance : quelles sont les interactions entre la définition d'objets et de méthodes légitimes et l'assignation à la particularisation ? Comment généraliser ?

1/ Controverses : quels sont, dans des domaines très variés, les enjeux à penser les phénomènes « par le bas » ? Comment cette problématique se décline-t-elle au gré des objets et des champs de la recherche ? Comment jouent les effets de perspectives inversées dans la construction des problématiques ?

2/ Méthodes : comment peut-on travailler en ces termes ? Quelles en sont les contraintes méthodologiques et pratiques ? Quels en sont les usages d'une discipline à l'autre ? En quoi ces appuis méthodologiques font-ils bouger les lignes entre disciplines ?

16 décembre à 14 h

Sandrine Lévêque : « Analyser la profession journalistique "par le bas" »

Discutants : **Dominique Marchetti et Gaël Villeneuve**

13 janvier à 10 h

Jean-Yves Dormagen et Céline Braconnier : « La démocratie de l'abstention. Existe-t-il un vote "populaire" ? »

Discutants : **Catherine Achin et Yves Sintomer**

10 février à 10 h

Geneviève Pruvost : « Quand la classe sociale se traduit en grade... »

Discutantes : **Margaret Maruani et Marjolaine Roger**

10 mars à 10 h

Isabelle Merle : « À quoi sert le concept de "situation coloniale" ? »

Discutants : **Laure Pitti et Éric Cheynis**

7 avril à 10 h

Eleni Varikas : « À rebrousse-poil. Du potentiel cognitif de la perspective de la "défaite" »

Discutantes : **Anne-Marie Devreux et Gail Pheterson**

5 mai à 14 h

Brigitte Le Grignou : « Usages, réception, pratiques profanes : pourquoi penser le téléspectateur ? »

Discutants : **Hervé Serry et Philippe Olivera**

Judi 4 juin à 10 h

Loïc Wacquant : « La ghettoïsation comme modalité de la domination ethnoraciale »

Discutantes : **Susanna Magri et Maud Simonet**

Le programme du séminaire est consultable sur notre site Web.
Si des changements de dernière minute devaient intervenir, ils y seraient indiqués.
<http://www.csu.cnrs.fr/seminaires.html>

SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE

Ouvrages



BÉRAUD, Céline et COULMONT, Baptiste. *Les courants contemporains de la sociologie*. Paris : PUF, 2008, 202 p.

Comment maîtriser le paysage sociologique contemporain au-delà des repères que constituent les grandes figures des années 1970 (Boudon, Bourdieu, Crozier, Touraine) ? Comment dépasser les proclamations d'écoles et les controverses théoriques afin de comprendre les liens entre les travaux sociologiques actuels ?

Écrit par deux enseignants-chercheurs en sociologie, ce manuel explore de façon didactique ce qui traverse la sociologie française depuis sa refondation après-guerre, non pas en abordant successivement chacun des courants, mais en mettant en résonance ambitions théoriques et grandes questions transversales (inégalités, action, changement et individu).

L'ouvrage est structuré en cinq chapitres : I. La renaissance de la sociologie française (1945-1965). II. Penser les inégalités. III. Comment agit l'*homo sociologicus* ? IV. Histoire et sociologie. V. Individu et modernité.



SINTOMER, Yves, HERZBERG, Carsten et RÖCKE, Anja. *Les budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public*. Paris : La Découverte, 2008, 354 p. Coll. Recherches.

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, la dynamique européenne est menacée par les replis nationaux et la démocratie représentative n'est plus susceptible de faire face à elle seule aux défis nouveaux, ni apte à mobiliser les énergies et la confiance des citoyens. Inventé à Porto Alegre, au Brésil, le budget participatif, qui consiste à associer des citoyens non élus à l'allocation des finances publiques, s'est répandu très rapidement dans le reste du monde. Il est désormais préconisé aussi bien par le mouvement altermondialiste que par la Banque mondiale et des partis de tout bord. S'agit-il d'une mode passagère ou d'un mouvement de fond amené à bouleverser les pratiques administratives et politiques ?

Cet ouvrage constitue la synthèse de la première recherche comparative menée à partir de la centaine de budgets participatifs existant en Europe. La première partie explique l'émergence des budgets participatifs et prend la mesure de leur diversité. La deuxième analyse dans le détail une vingtaine d'expériences, soulignant particularités et traits communs. La troisième partie s'interroge de façon transversale sur les effets, les dynamiques et les enjeux de ces démarches. Elle analyse comment les différents modèles de participation s'articulent aux mutations à l'œuvre dans le domaine social, dans l'action publique et dans le système politique.

Pour que les services publics puissent s'affirmer face aux logiques marchandes, ils doivent se mettre véritablement au service du public. C'est pourquoi le couplage de la modernisation et de la participation représente un enjeu crucial. (*Présentation de l'éditeur*)

Ouvrage réédité



BATTAGLIOLA, Françoise. *Histoire du travail des femmes* (3^e éd.). Paris : La Découverte, 2008, 121 p. Coll. Repères ; 284

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, le travail des femmes s'est exercé de plus en plus hors du cadre familial et le salariat est devenu une réalité. Grâce à la progression de la scolarité des jeunes filles, les femmes ont pénétré des secteurs et des professions jusqu'alors occupés par les hommes. Cette concurrence n'a pas manqué de soulever, de façon diverse selon les époques, controverses et ripostes. Aussi, tout en étendant ses champs d'action, l'activité féminine a été limitée dans ses ambitions et les frontières du masculin et du féminin ont été redéfinies.

Plus particulièrement consacré à la France, ce livre interroge les paradoxes d'une histoire où l'activité professionnelle des femmes a toujours été particulièrement fréquente tout en étant marquée par les inégalités liées au genre, montrant à quel point cette histoire est inséparable de celle des rapports de domination des hommes sur les femmes. (*Présentation de l'éditeur*)

Ouvrages collectifs

ARBORIO, Anne-Marie, COHEN, Yves, FOURNIER, Pierre, HATZFELD, Nicolas, LOMBA, Cédric et MULLER, Séverin (dir.). *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*. Paris : La Découverte, 2008, 352 p. Coll. Recherches.

Depuis les années 1980, des recherches attentives aux pratiques concrètes du travail se développent. Loin de se satisfaire de grands modèles explicatifs sur son évolution, des chercheurs observent des situations singulières, s'intéressent aux rôles et aux contraintes de diverses catégories de travailleurs dans leurs univers professionnels. Pour accéder à ce regard de « plain-pied », nombre d'entre eux combinent l'ethnographie, pour caractériser les usages, et l'histoire, pour en tracer les continuités et les changements.

Cet ouvrage, qui rassemble principalement des sociologues et des historiens du travail, revient sur cette démarche croisée : quels chercheurs s'y engagent ? Pour quels motifs et dans quels buts ? Quels sont les apports pour l'analyse du travail ? À partir de leurs expériences de recherche et de leurs trajectoires, des auteurs expliquent de quelles manières ils ont été amenés à dépasser les frontières de leurs disciplines pour étudier les rapports aux normes de production, le travail à côté de l'usine ou l'intensification du travail. D'autres indiquent comment ils ont renouvelé des problématiques telles que la succession des générations, la mise en œuvre de règles normatives, le traitement administratif des populations, l'évolution des statuts dans le petit commerce, le travail sur les biens culturels ou encore la place des activités sexuelles dans les univers professionnels. Élargissant le champ de la réflexion, plusieurs textes proposent une mise en perspective de ces approches combinées dans l'évolution récente des sciences sociales. Cet ensemble de contributions, par la variété des domaines étudiés et par la cohérence des modes d'investigation, souligne l'interdépendance du passé et du présent pour comprendre les transformations des univers contemporains du travail. (Présentation de l'éditeur)



HIRATA, Helena, LOMBARDI, Maria Rosa et MARUANI, Margaret (dir.). *Travail et genre. Regards croisés, France-Europe-Amérique latine*. Paris : La Découverte, 2008, 278 p. Coll. Recherches.

Quelle est la place des hommes et des femmes dans le monde du travail, en Europe et en Amérique latine ? Peut-on comparer, du point de vue du travail, de l'emploi, du chômage ou de la formation, des régions du monde qui ont des histoires, des cultures et des niveaux de développement économique aussi contrastés ?

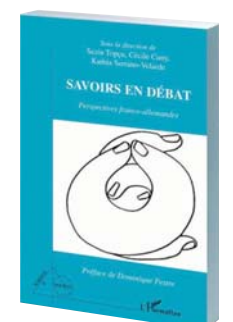
Essayer de mettre en perspective ce qui, à première vue, est incomparable : tel est précisément l'enjeu de ce livre. Car, en dépit des contrastes, ce sont les similitudes qui frappent. Les écarts de salaire, le sur-chômage féminin, la ségrégation des emplois, la division sexuelle du travail prennent des formes différentes selon les pays, mais on les rencontre partout.

Venus d'Europe et d'Amérique latine, vingt-cinq auteurs apportent ici leurs éclairages autour de trois thèmes : comparaisons internationales des relations entre marché du travail et genre ; pratiques et politiques en matière de vie professionnelle et vie familiale ; genre, professions et carrières. (Présentation de l'éditeur)



TOPÇU, Sezin, CUNY, Cécile, SERRANO-VELARDE, Kathia (dir.). *Savoirs en débat. Perspectives franco-allemandes*. Paris : L'Harmattan, 2008, 280 p.

L'ample diffusion des notions de « société du savoir » ou de « savoir citoyen » dans les sphères scientifique, politico-administrative ou économique soulève des questions primordiales qui se trouvent précisément au cœur des ambitions démocratiques de nos sociétés. Quelle est la portée des discours évoquant une « société du savoir » ? Comment se différencient les « savoirs citoyens » des savoirs experts formalisés ? Comment s'articulent et se hiérarchisent les différents types de savoirs ? En confrontant des recherches menées par de jeunes chercheurs des deux côtés du Rhin, cet ouvrage original propose un regard réflexif sur la place, aujourd'hui centrale, des savoirs et des expertises dans les sociétés européennes. La question de la distribution sociale des savoirs est étudiée à partir d'un large éventail de terrains qui couvrent les domaines de l'éducation, du marché de l'emploi, de la planification urbaine, de l'innovation médicale ou du risque nucléaire, soit autant de domaines actuellement traversés par de vifs débats. Un ouvrage indispensable donc pour tous ceux qui s'intéressent aux rapports actuels entre savoir, politique et société. (Présentation de l'éditeur)



Articles

BARROS, Françoise de. Les acteurs municipaux et « leurs » étrangers (1919-1984) : gains et contraintes d'un détour communal pour l'analyse d'un travail de catégorisation étatique. *Genèses*, septembre 2008, n° 72, p. 42-62.

CHEYNIS, Éric. Trajectoires du Maroc à Porto Alegre. Conditions et logiques de la participation marocaine au Forum social mondial. *Cultures et conflits*, été 2008, n° 70, p. 85-107.

HATZFELD, Nicolas, LOMBA Cédric. Unité ouvriers-étudiants : quelles pratiques derrière le mot d'ordre? Retour sur Besançon en 1968. *Savoir/Agir*, 2008, n° 6, 2008, p. 41-48.

JOUNIN, Nicolas, PALOMARES, Élise, RABAUD, Aude. Ethnicisations ordinaires, voix minoritaires [Introduction au dossier]. *Sociétés contemporaines*, 2008, n° 70, p. 7-23.

JOUNIN, Nicolas. Humiliations ordinaires et contestations silencieuses. La situation des travailleurs précaires des chantiers. *Sociétés contemporaines*, 2008, n° 70, p. 25-43.

REQUILÉ, Élise. Entre souci de soi et ré-enchantement subjectif. Sens et portée du développement personnel. *Mouvements*, 2008, n° 54, p. 66-77.

SERRY, Hervé. Le double jugement de l'art est-il possible ? Les impasses d'une critique catholique dans trois polémiques littéraires et religieuses de l'entre-deux-guerres. *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2008, n° 26, p. 73-90.

Rapport

NAUDIER, Delphine et BACKOUCHE, Isabelle. Une école peu féminine : pourquoi ? In BACKOUCHE, Isabelle et TOPALOV, Christian (dir). *Vingt ans d'élection à l'École des hautes Études en Sciences Sociales (1986-2005)*. Rapport, EHESS, 2008, p. 79-104.

Contributions à des ouvrages collectifs

BARROS, Françoise de et ZALC, Claire. Faire parler les archives, historiciser un terrain : les salariés d'une entreprise familiale (Lens, 1945-1975). In ARBORIO, A.-M., COHEN, Y., FOURNIER, P., et al. (dir.). *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*. Paris : La Découverte, 2008, p. 45-59.

FOURNIER, Pierre, HATZFELD, Nicolas, LOMBA, Cédric, MULLER, Séverin. Introduction : Étudier le travail en situation. *Ibid.*, op. cité, p. 7-21.

LOMBA, Cédric. Avant que les papiers ne rentrent dans les cartons : usages ethnographiques des documents d'entreprises. *Ibid.*, op. cité, p. 29-44.

LOMBA, Cédric. Présentation de « Gérard Noiriel. Les ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle ». In MAUGER, Gérard, PINTO, Louis, (dir.). *Lire les sciences sociales*. Volume 5/ 2004-2008. Paris : Éditions de la MSH, p. 9-19.

NAUDIER, Delphine. Assignation à « résidence sexuée » et nomadisme chez les écrivaines. In LASSERRE, Audrey et SIMON, Anne (dir.). *Nomadisme des romancières contemporaines de langue française*. Paris : Presses de la Sorbonne nouvelle, 2008, p. 51-62.

TALPIN, Julien. Mobiliser un savoir d'usage. Démocratisation de l'espace public et confinement de la compétence civique au sein de dispositifs de budget participatif. In FROMENTIN, Thomas, WOJCIK, Stéphanie (dir.). *Le profane en politique. Compétences et engagement du citoyen*. Paris : L'Harmattan, 2008, p. 159-184.

TALPIN, Julien. Les effets politiques de l'inclusion des citoyens dans l'action publique. Résultats de l'étude de trois budgets participatifs. In *La participation des citoyens et l'action publique*. Paris : La documentation française, 2008, p. 112-126. Rapports et documents ; 13.

Vous pouvez retrouver sur notre site Web <http://www.csu.cnrs.fr>

La liste complète des publications des membres du CSU depuis 2004, page " Publications "

La Lettre CSU, depuis le numéro 15, juin 2001

Le rapport d'activité 2004-2007 du CSU est consultable sur notre site Web.
Une version imprimée est disponible sur simple demande au secrétariat.



Cultures et

sociétés urbaines

Umr 7112

Cnrs - Université Paris 8

59, rue Pouchet
75489 Paris Cedex 17
Téléphone : 01 40 25 11 34
Télécopie : 01 40 25 11 35

csu@csu.cnrs.fr
Site web : www.csu.cnrs.fr

Maquette :
La Souris - 01 45 21 09 61

ISSN 1764-6995